

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE (M.E.S.R.S.)



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET
DE GESTION (FA.S.E.G.)



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI
(U.A.C)

Mémoire de fin de formation

Option : Economie

Spécialité : Analyse de Politiques de Développement

Cycles politico-économiques et gestion budgétaire au Bénin

Rédigé par

Olympio GNANHO & Ducos M. TOBOSSOU

Pour l'obtention du : **DIPLOME DE LICENCE (APD)**

Tuteur de mémoire :

Dr. Barthélemy SENOU, Ph.D

Enseignant à la FASEG/UAC

Maître de stage

Mr. Pierrot SEGO

*Assistant du Directeur Général du Budget
au MEFPD*

Année académique 2014-2015

APPROBATION DU JURY

« NOUS CERTIFIONS QUE LE PRESENT MEMOIRE A ETE REALISE
PAR SES AUTEURS ET EXEMPT DE TOUT PLAGIAT. IL A ETE
SOUTENU DEVANT UN JURY ET A ETE ACCEPTE ».

Signatures

Président du jury

Membres du jury

Dr. Barthélemy M. SENOU

**LA FASEG N'ENTEND DONNER
NI APPROBATION, NI
IMPROBATION AUX OPINIONS
EMISES DANS CE MEMOIRE. CES
OPINIONS DOIVENT ETRE
CONSIDEREES COMME
PROPRES A LEURS AUTEURS.**

DEDICACE

Olympio GNANHO

Je dédie ce mémoire à:

- ✓ Mon père défunt Ega Pierre GNANHO, à ma mère Chiba YAHOU et ma tante Eya ;
- ✓ Mes sœurs, à Martine HOUEDANOU et à ma famille GNANHO tout entière.

Ducos M. TOBOSSOU

Je dédie ce mémoire à:

- ✓ Mon père Louis TOBOSSOU et à ma mère Chantal GUENDEHOU ;
- ✓ Mes sœurs et à la famille TOBOSSOU tout entière.

REMERCIEMENTS

Nous exprimons nos sincères remerciements à l'endroit de :

- ✓ Dr. Barthélemy SENOU, notre Tuteur de mémoire qui malgré ses multiples occupations a accepté nous suivre tout au long de la rédaction de ce mémoire ;
- ✓ Le Corps professoral de la FASEG, pour avoir assuré notre formation ;
- ✓ M. Célestin HOSSOU, Directeur Général du Budget pour nous avoir accordé ces trois mois de stage académique à la direction du MEFPD ;
- ✓ M. Pierrot SEGO, notre maître de stage, toujours prêts à nous aider dans nos recherches ;
- ✓ Nos aînés, nos camarades, nos frères et nos amis pour leur soutien au cours de la réalisation de ce travail.

LISTE DES TABELAUX

Tableau 1 : Glossaire des variables.....	25
Tableau 2 : Résultats de la stationnarité des séries.....	26
Tableau 3 : Tests de détection.....	26
Tableau 4 : Estimation du modèle	27
Tableau 5 : Evolution du financement extérieur entre 2009 et 2013.....	29
Tableau 6 : Validation des hypothèses	31

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolution du solde budgétaire courant de 2001 à 2010.....	24
--	----

SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE	3
Section 1 : Cadre institutionnel	3
Section 2 : Problématique, objectifs et hypothèses	6
CHAPITRE II : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE	10
Section 1: L'analyse économique du processus électoral dans une démocratie moderne	10
Section 2 : Méthodologie de l'étude	17
CHAPITRE II : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS	24
Section 1: Analyse statistique et économétrique	24
Section 2: Analyses et préconisations opérationnelles	29
CONCLUSION	33
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	34
ANNEXES	a

LISTES DES SIGLES ET ABREVIATIONS

ADF : Augmented Dickey-Fuller

BCEAO : Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest

BGE : Budget Général de l’Etat

DGB : Direction Générale du Budget

DPB : Direction de la Préparation du Budget

CDMT : Cadre de Dépenses à Moyen Terme

EViews : Econometrics Views

FMI : Fonds Monétaire International

INSAE : Institut National de la Statistique et de l’Analyse Economique

LOLF : Loi Organique relative aux Lois de Finances

MAEP : Ministère de l’Agriculture, de l’Elevage et de la Pêche

MEFPD : Ministère de l’Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique

OP : Ordres de Paiements

PAS : Programmes D’ajustement Structurel

PIB: Produit Intérieur Brut

PP : Phillips-Perron

SB : Solde Budgétaire courant

TOFE : Tableau des Opérations Financières de l’Etat

UAC : Université d’Abomey-Calavi

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Résumé

Face à l'évolution du poids des décisions politiques sur les orientations économiques, il s'est fait sentir le besoin d'une étude de Cycles politico-économiques et gestion budgétaire au Bénin. C'est ainsi que la présente étude vise à « apprécier le rôle de certains facteurs socio-politiques dans la conduite de la politique budgétaire ». Pour y parvenir, nous avons donc procédé à l'estimation, par les moindres carrés ordinaires, du solde budgétaire courant sur des variables représentant les élections (présidentielles), les troubles sociaux. Les résultats nous ont permis d'arrêter que les élections présidentielles creusent significativement le niveau du solde budgétaire. De même, les troubles sociaux paraissent révélateurs et significativement explicatifs du niveau des déficits. Ceci laisse éclos alors la présence de cycles politico-économiques dans la gestion budgétaire au Bénin.

A cet effet, des initiatives de promotion de la bonne gouvernance, de lutte contre la corruption et d'informatisation des opérations fiscales, et de renforcement des capacités de l'Assemblée Nationale devront être de mises pour une maîtrise du solde budgétaire.

Mots Clés : Cycles politico-économiques, politique budgétaire, solde budgétaire

INTRODUCTION

L'observation de l'évolution de l'économie mondiale laisse de plus en plus apparaître le poids des décisions politiques sur les orientations économiques que peuvent adopter les gouvernements. Il n'est d'ailleurs pas surprenant d'observer à la veille des différentes échéances électorales, des décisions qui épousent tant bien que mal les aspirations des électeurs. Ceci a notamment été le cas aux Etats-Unis où, à l'approche des élections présidentielles de novembre 2004, l'administration Bush quelques mois auparavant, adoptait des politiques visant à rehausser son image auprès de l'opinion publique. De ce fait, au souci relatif à la sécurité intérieure, cette administration demandait au Congrès une rallonge du budget alloué à la défense en vue de l'intervention en Irak. Par ailleurs, l'on a pu observer des baisses consécutives du taux d'intérêt de la Réserve Fédérale en vue de relancer la consommation et donc l'économie. De même, l'adoption d'une politique du dollar faible par rapport à l'euro, les subventions accordées aux producteurs de coton américains, ainsi que l'embargo sur certains produits de l'Union Européenne (notamment l'acier) laissent entrevoir une volonté non seulement de relancer la compétitivité de l'économie Américaine sur le plan international, mais également de rehausser l'image de l'administration en place auprès de l'opinion publique américaine.

En France, l'insécurité a constitué pour le Président sortant Chirac un véritable cheval de bataille lors de la campagne présidentielle d'avril 2002, occultant de ce fait les bons résultats économiques obtenus par le gouvernement socialiste en place quelques mois auparavant. La lutte contre l'insécurité a alors occasionné un accroissement du budget du Ministère de l'Intérieur, marqué notamment par une augmentation des effectifs de la police et de la gendarmerie française. Aussi, la réduction des impôts, la résorption du chômage pour ne citer que ces deux exemples deviennent au fil des temps de véritables enjeux électoraux ; peu importe l'aptitude ou non des politiciens à pouvoir les réaliser une fois élus. Ce qui conduit inéluctablement à établir une relation de plus en plus croissante entre les prévisions macroéconomiques et les échéances électorales.

Certaines études (Fouda, 1997) ont pu mettre en exergue le lien entre la politique et l'économie au début des années 1990 au Bénin. En effet, le paysage politique Bénin depuis les indépendances était marqué par l'existence d'un seul parti. De ce fait, que ce soit au sein du tout premier régime qu'à l'intérieur de celui qui lui a succédé, les gouvernants successifs étaient préoccupés aussi bien par leur réélection que par leur popularité.

Le déclenchement de la crise économique au milieu des années 1980 au Bénin a suscité davantage l'intérêt porté à l'analyse des comportements des gouvernants relatif à leur capacité à prendre des décisions économiques adéquates. De plus, l'avènement du processus de démocratisation au Bénin au début des années 1990 a posé les jalons d'une possibilité d'alternance politique, provoquant alors chez les gouvernants en place le souci plus accru de leur réélection. Dès lors, la conduite de la politique économique et notamment la manipulation des prévisions budgétaires par les gouvernants intègre progressivement la variable électorale.

Avec de tels changements, l'on est en droit de penser que cette situation pourrait non seulement influencer la qualité dans la gestion des finances publiques mais aussi et surtout pourrait être désormais une source privilégiée des déficits budgétaires observés dans les pays en voie de développement.

Le présent travail est structuré ainsi qu'il suit : un premier chapitre présentant le cadre institutionnel et la problématique de l'étude, un deuxième chapitre consacré aux contextes et aspects méthodologiques et un troisième chapitre présentant les résultats et les analyses de l'étude.

CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE

Ce chapitre expose le cadre institutionnel dans lequel nous avons effectué notre stage en vue de la rédaction de ce document scientifique suivi de la problématique

Section 1 : Cadre institutionnel

Afin de compléter la formation qui se veut plus pratique que théorique, un stage doit être fait. Au cours de celui-ci, un problème pertinent au sein de notre structure d'accueil est identifié et son étude doit constituer l'objet du mémoire de fin de formation. L'opportunité qui nous a été offerte de passer trois (03) mois dans les services de la Direction Générale du Budget (DGB) répond à cet impératif. Afin de permettre de mieux comprendre nos motivations à étudier ce thème, il sera présenté ici, cette direction, son rôle, ses attributions ainsi que l'essentiel des activités effectuées au sein de cette administration durant notre stage.

Paragraphe 1 : Direction Générale du Budget (DGB)

Créée en 1960 suite au besoin d'élaborer un budget propre au Bénin, la DGB est l'une des six (06) directions générales du Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD). Afin d'assumer pleinement son rôle « budgétaire », diverses attributions lui sont confiées. Conformément à l'article 88 du décret n°2012-428 du 06 novembre 2012, la Direction Générale du Budget est chargée principalement d'élaborer les lois de Finances initiales et rectificatives ; d'exécuter et de suivre les dépenses réparties de personnel et les dépenses non réparties du budget général de l'Etat et enfin d'élaborer le compte administratif du budget général de l'Etat (BGE) en dépenses. Pour ce faire, elle est organisée en six (06) directions opérationnelles et trois (03) autres structures qui lui sont directement rattachées. Soulignons que le stage s'est déroulé précisément dans l'une des six (06) directions opérationnelles de la DGB : la Direction de la Préparation du Budget (DPB).

1.1 La Direction de la Préparation du Budget (DPB) : l'œil, le réparateur et le décideur des allocations budgétaires

La DPB est la structure centralisatrice et la cheville ouvrière de la réalisation de la mission d'élaboration des lois de finances. Ses attributions, son organisation et son fonctionnement ont été précisés dans la Note de service N°25/MF/DC/DGBM du 22 août 1994. Ainsi, elle est chargée, entre autres, de l'élaboration des lois de finances et de l'étude de toutes les questions ou textes susceptibles d'avoir des répercussions sur les Finances Publiques.

Durant ces trois (03) mois passés dans cette direction, hormis le fait d'avoir côtoyé des cadres pétris de qualité, il a été engrangé énormément d'expérience en ce qui concerne la gestion des finances publiques et l'élaboration du BGE. Il nous a également été donné de participer à certaines activités et ceci sous l'assistant du DGB telles que i) l'élaboration des termes de référence, ii) l'élaboration du rapport de fin d'année du Budget Général de l'Etat, gestion 2014.

1.2 Inventaire des observations sur le lieu de stage et choix du thème

Il s'agit ici de mettre l'accent sur les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces auxquelles font face la DPB à travers l'analyse Strengths, Weaknesses, Opportunities et Threats (SWOT).

🚩 Forces (strengths)

1. La préparation du projet du BGE se fait sur la base de textes légaux bien définis ;
2. L'établissement du projet du BGE se fait suivant une orientation économique bien définie ;
3. L'existence du cadrage budgétaire permet de définir les destinations à donner aux prévisions budgétaires
4. L'élaboration du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) permet d'aboutir à des prévisions budgétaires de plus en plus réalistes ;
5. Le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) permet aux départements dépensiers de suivre une discipline budgétaire globale ;

6. Le projet de loi de finances de l'année élaborée par la DPB respecte les dispositions de la loi organique n°86-021 relatives aux lois de finances ;
7. Les conférences périodiques sur l'actualité économique et financière ;
8. Les formations et recyclages périodiques du personnel des ministères sectoriels ;
9. L'installation et l'actualisation des données sur le site-web.

Faiblesses (weaknesses)

La structure de stage qu'est la DPB est confrontée à plusieurs difficultés dans l'atteinte des objectifs à elle assignés. Ainsi, il est à noter :

1. Insuffisance du personnel pour l'exécution des tâches concourant à l'atteinte des objectifs fixés;
2. Absence de certains cadres intervenant dans le processus de préparation du budget ;
3. Procédure de régularisation des Ordres de Paiements (OP) du Trésor Public intervenant après paiement des dépenses ;
4. Difficulté de consensus pour arrêter les stratégies sectorielles.

Opportunités (opportunities)

1. Plateforme de discussions entre entrepreneur, promoteur, et autres acteurs de l'économie ;
2. Nouvelle Loi Organique relative aux Lois de Finances (LOLF) ;
3. Appartenance à l'espace UEMOA.

Menaces (threats)

1. Retard dans le dépôt des budgets de chaque ministère sectoriel ;
2. Demande additionnelle en matière de budget exagérée ;
3. Non-respect du cadrage par les ministères sectoriels ;
- 4. Manque de pertinence au niveau des dépenses jugées prioritaires par les ministères sectoriels ;**
- 5. Impact des réallocations budgétaires sur l'exécution du BGE ;**
6. Evolution des charges non limitatives en particulier la masse salariale sur le budget général de l'Etat ;

- 7. Evolution du ratio des dépenses publiques rapporté au montant du budget ;**
- 8. Evolution du déficit budgétaire et la recherche des sources de financement ;**
9. Difficultés rencontrées dans les collectes des informations relatives à l'élaboration du projet du BGE ;
10. Partenaires aux ministères sectoriels non identifiés notamment pour le MAEP;
11. Non fiabilité des listes des états nominatifs adressées à la DGB ;
12. Existence du problème lié à la dynamisation des mécanismes intra sectoriels de réallocation de ressources ;
13. Non disponibilité d'informations sur l'efficacité des dépenses publiques en particulier dans le secteur agricole.

Eu égard à ces différentes menaces auxquelles fait face la DPB, et en particulier l'impact des réallocations budgétaires sur l'exécution du BGE et l'évolution du déficit budgétaire, nous nous sommes orienté sur le présent thème intitulé : **«Cycles politico-économiques et gestion budgétaire au Bénin : une analyse économétrique à l'aide d'une fonction autorégressive»**.

Section 2 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES

Paragraphe 1 : Problématique

Dans les années 1980, la plupart des pays africains y compris le Bénin ont connu une crise économique et financière profonde. En effet, au lendemain des indépendances, les Etats africains nés dans un contexte d'optimisme keynésien s'étaient vus confier le devoir de mobiliser les ressources nécessaires au développement de leur économie. Cette politique de soutien de l'Etat a eu pour conséquence un accroissement explosif des dépenses publiques que les ressources existantes ne réussissaient pas à couvrir.

Au Bénin, la situation a été aggravée par une expérience politique particulière. A la suite de la grande instabilité des années 1960, les autorités politiques des années 1970, voulant lutter contre l'impérialisme postcolonial, se sont tournées vers les politiques marxistes. Les stratégies de développement autocentrées qui en sont suivies ont consisté en la réalisation de grands investissements et à la création de plusieurs entreprises publiques. Il en résulte un gonflement excessif des dépenses publiques et un

accroissement des déficits budgétaires qui avec la crise des années 1980 sont devenus non soutenables. Le rééquilibrage des finances publiques qui s'est imposé aux autorités n'a été possible que dans le cadre des négociations avec les institutions de Bretton Woods. Les mesures de politiques d'ajustement adoptées contenaient une réduction drastique des dépenses publiques et une amélioration des performances de l'administration fiscale. Le dégraissage des effectifs de la fonction publique et la suspension de certains avantages aux fonctionnaires qui en ont résulté ont entraîné d'importants troubles sociaux ayant conduit à un changement de régime politique dans les années 1990.

Même si la nouvelle orientation a donné une certaine légitimité aux nouvelles autorités, la poursuite des réformes ne s'est pas déroulée sans heurts. De 1990 à nos jours, le pays continue de subir de fortes pressions sociales qui ne sont pas sans influence sur la conduite de politique économique. Ne pouvant pas ignorer les perturbations du genre, on peut s'interroger sur l'efficacité des mesures prises. Pire, l'apparition du multipartisme a fait naître d'importants groupes de pressions. Dans ces conditions, la mise en œuvre d'une politique dépendra non seulement des intérêts de la classe au pouvoir mais aussi de la réaction des divers groupes. En effet, il est apparu depuis les travaux de Tufte (1978) que les conditions économiques avant une élection affectent significativement le résultat de cette dernière et que les hommes politiques bien informés de ce fait essaient d'en tirer le maximum de profit. Ce qui peut influencer le processus de décision du gouvernement et même modifier en profondeur les réformes projetées.

Une analyse du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (**TOFE**) du Bénin eu égard de la base de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (**BCEAO**) montre que sur la base des engagements, le budget est couramment déficitaire. En effet, entre 2004 et 2013, le solde global, évalué en milliards de francs CFA, a évolué de façon décroissante en passant de 22,4 à 25,9, pour connaître deux pics significatifs respectivement positif (+32,45) et négatif (-129,6) en 2007 et 2009. Sur la période 2004 à 2013, nous notons une régression moyenne annuelle de 39,68.

Malgré la rigueur des politiques mises en œuvre, la situation s'est aggravée même si le problème de soutenabilité ne se pose plus. De plus, on constate pour certaines

années des gonflements sensibles de ce déficit qui semblent liés aux variations de l'environnement socio-politique. Comment expliquer cette persistance du déficit ?

Jusqu'à-là, les solutions apportées se sont focalisées sur la faiblesse de l'activité, le niveau élevé de la dette publique, la faible capacité du pays à collecter les impôts, une base d'imposition inadéquate, la prédominance de l'économie informelle, etc. Il est ainsi négligé les variables politico-institutionnelles qui apparaissent de plus en plus comme un facteur important dans la mobilisation des ressources et les réductions des dépenses publiques. Alésina et Perrotti (1995) ont montré que les facteurs qui expliquent mieux les déficits au niveau de certains pays de l'Organisation de la Commission de Développement Economique (OCDE) sont la structure des gouvernements (gouvernements de coalition ou minoritaire) et les institutions budgétaires. Aujourd'hui, d'un point de vue théorique, il est clair que les conditions d'accès au pouvoir, les motivations opportunistes ou partisans peuvent longtemps biaiser la conduite de la politique économique. Les théories des cycles politico-économiques développées dans ce sillage stipulent que les hommes politiques ont tendance à utiliser le budget pour créer des conditions économiques favorables en période d'élection, constituent une avancée considérable dans la compréhension de la politique budgétaire.

C'est ainsi qu'il urge de répondre à certaines préoccupations au nombre desquelles il convient de noter :

- ces différentes théories peuvent-elles permettre d'expliquer le déficit budgétaire du Bénin ?
- dans quelles mesures les pressions sociales ont-elles infléchi la politique budgétaire ?

Pour y parvenir, nous nous sommes définis des objectifs général et spécifiques et nous avons émis des hypothèses ci-après. Ce qui nous guidera dans notre démarche méthodologique.

Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèses

1. Objectifs général et spécifiques

Il s'agit à travers ce travail d'apprécier le rôle de certains facteurs socio-politiques dans la conduite de la politique budgétaire.

Plus spécifiquement, il s'agit de :

- mesurer l'impact des cycles politiques tels les élections sur le déficit budgétaire ;
- évaluer l'impact des pressions sociales que sont les grèves et autres manifestations sur le déficit budgétaire.

2. Hypothèses de recherche

D'après les revues théoriques et empiriques et compte tenu de la réalité de l'économie béninoise, nous avons émis les hypothèses suivantes dans le cadre de notre étude :

- les évènements politiques comme les élections favorisent donc les déficits budgétaires ;
- les grèves et autres manifestations sociales influent négativement et significativement la trajectoire des réformes budgétaires et leur efficacité.

CHAPITRE II : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE

Ce chapitre présente la revue de littérature et la méthodologie sur lesquelles se fondent notre étude.

I. REVUE DE LITTERATURE

L'étude des cycles politico-économiques se situe dans le cadre général des analyses des relations entre le politique et l'économique. Des questions relativement récentes, qui ont trouvé un regain d'intérêt avec les débats sur la faisabilité politique des programmes d'ajustement. L'idée que les considérations politiques et institutionnelles peuvent affecter la politique économique, s'impose depuis quelques années dans la réflexion économique. De nombreux travaux ont été réalisés, partant de l'analyse économique du processus électoral dans les démocraties modernes, à l'étude des facteurs politiques qui entravent la réussite des réformes engagées ces dernières années dans les pays en développement. Le présent chapitre résume l'essentiel de certaines contributions.

Section 1: L'analyse économique du processus électoral dans une démocratie moderne

Le point de départ de ces travaux est que dans un pays démocratique, les électeurs ne sont pas indifférents aux conditions économiques qui prévalent avant un vote. Les hommes politiques seront donc tentés, à l'approche d'une élection, de modifier la trajectoire des réformes adoptées en vue d'emporter l'agrément des électeurs. Les cycles économiques induits par ces événements sont qualifiés de "cycles politico-économiques".

Paragraphe 1 : Les cycles politico-économiques

Depuis Nordhaus (1975) et Lindbeck (1976), les travaux qui font des élections l'un des principaux déterminants de la politique économique sont nombreux. Les modèles de Nordhaus-Lindbeck suggèrent que les décideurs de politique économique opportunistes stimulent l'économie un an ou deux avant les élections en vue de réduire

le chômage sans tenir compte des coûts inflationnistes de telles mesures. Basés sur la courbe de Philips traditionnelle, ces modèles supposent que la seule motivation du politique est d'accroître sa probabilité de maintien au pouvoir ; d'où leurs caractères opportunistes. Les décideurs politiques n'ont pas de préférence entre inflation et chômage, alors que les électeurs veulent à la fois un faible niveau d'inflation et de chômage. Mais, ils ne peuvent évaluer après coup, les conséquences macroéconomiques des décisions passées. Ces modèles, en dehors de l'hypothèse des anticipations adaptatives des électeurs, reposent aussi sur le fait que les hommes politiques contrôlent la politique monétaire et que les électeurs sont homogènes. Ce qui a suscité de nombreuses critiques et améliorations. Ainsi, certains auteurs, prenant en compte l'hypothèse des anticipations rationnelles ont proposé des modèles sensés réconcilier l'approche de Nordhaus-Lindbeck avec des considérations beaucoup plus réalistes. La plupart de ces modèles mettent en exergue la compétence des hommes politiques, définie comme leur habileté à éviter tout gaspillage dans le processus budgétaire (Rogoff et al 1988, Rogoff 1990), à promouvoir une croissance sans inflation (Persson et al 1990) ou à protéger l'économie contre les chocs aléatoires (Cukierman et al 1990). A ce propos, les contributions les plus intéressantes sont celles de Rogoff et al (1988) et de Rogoff (1990), qui pour contourner l'hypothèse de contrôle de la monnaie par l'autorité politique, ont introduit la notion d'utilisation distortionnaire du budget en période préélectorale. Pour Rogoff et al (1988), le gouvernement pour augmenter sa chance de maintien devra prouver qu'il peut satisfaire les besoins du citoyen à un moindre coût. Aussi, dans le financement des dépenses, devra-t-il privilégier l'utilisation du seigneurage au détriment de la fiscalité. Rogoff (1990) quant à lui s'intéresse à la composition des dépenses publiques et il montre qu'en période préélectorale, le gouvernement favorisera les politiques de transfert au détriment d'investissements fiables. D'autres développements ont été faits pour tenir compte de la nature des hommes politiques, c'est à dire leurs comportements opportunistes ou partisans. Alors que les hommes politiques opportunistes ont pour objectif de rester au pouvoir pour capter des rentes, les partisans quant à eux, ont des motivations purement idéologiques. Hibbs (1977) oppose son modèle à celui Nordhaus (1975) pour montrer que les hommes

politiques choisissent des combinaisons d'inflation-chômage fondamentalement différentes selon leur obédience. Les gouvernements de gauche sont supposés favorables aux politiques expansionnistes keynésiennes alors que ceux de droite privilégient une maîtrise de l'inflation. Cependant, l'approche de Hibbs (1977) n'est pas fondamentalement différente de celle de Nordhaus (1975) en ce sens qu'elle est toujours basée sur l'analyse traditionnelle de la courbe de Philips. Alésina (1987) introduit l'hypothèse d'anticipation rationnelle dans le modèle de Hibbs (1977) pour développer une théorie selon laquelle, l'incertitude sur l'issue d'une élection rend les performances économiques aléatoires.

Les vérifications empiriques des théories des cycles politico-économiques sont nombreuses. Elles concernent dans leur grande majorité les Etats-Unis et quelques pays de l'OCDE. Les résultats varient selon qu'il s'agit des effets sur l'activité économique globale ou sur la manipulation des instruments (monnaie, budget, etc.). De la synthèse présentée par Alésina, Roubini et Cohen (1997), on peut retenir que de façon générale, les théories des cycles partisans ont été vérifiées alors que les cycles opportunistes ne sont vérifiés que pour certains instruments (les dépenses de transfert du gouvernement) et pour des échéances limitées. Par ailleurs, ces auteurs analysent les différences de taux de croissance du produit intérieur brut (PIB), de taux d'inflation et de taux de chômage au cours des années d'élections présidentielles aux Etats-Unis par rapport aux moyennes des autres années sur la période 1949-1994. Ils constatent que ces différences sont faibles quel que soit le type d'administration : 3,76% contre 3,17% pour le PIB, 5,66% contre 5,88% pour le niveau de chômage et 4,07% contre 4,03% pour le taux d'inflation. La même étude, sur données trimestrielles de 17 pays de l'OCDE n'a pas pu vérifier l'hypothèse correspondante.

Notons quand même que Haynes et Stones (1989) ont analysé les mouvements de l'économie en les ramenant à des formes sinusoïdales et ont vérifié que ces formes sont liées aux cycles électoraux. Ils constatent pour les Etats-Unis que le cycle atteignait sa pointe dans le trimestre précédant les élections ; mieux, le chômage continue à décroître jusqu'au trimestre suivant. Toutefois, Drazen (2000), dans sa synthèse, note que les résultats de Haynes et al (1989) constituent une exception ; la tendance générale

étant au rejet de l'hypothèse de cycles opportunistes dans les performances de l'économie.

Les cycles partisans ont conduit à des résultats beaucoup plus concluants. Alesina et al dans l'étude précitée ont montré que des différences significatives de comportement apparaissent trois trimestres environ avant les élections; lesquelles divergences s'estompent sensiblement au début de l'année de fin de mandat. Ces divergences sont nettement plus fortes en termes de chômage que d'inflation, laquelle est soumise à des influences extérieures. Utilisant une méthodologie analogue à celle de cycles opportuns (forme autorégressive, valeur 1 pour la variable muette lorsqu'il s'agit d'un parti de droite et -1 lorsqu'il s'agit d'un parti de gauche), ils aboutissent à la vérification de l'hypothèse de cycle partisan. Hibbs (1992) et Gartner (1994) ont par contre cherché à voir s'il existe une différence entre le modèle du partisan et du partisan rationnel. Le principe est de savoir si les différences liées à la nature du pouvoir sont permanentes ou temporaires. Mais leur conclusion n'a pas été pertinente.

Les manipulations préélectorales des instruments ont été confirmées de façon unanime par les travaux empiriques. A partir d'une estimation en panel avec effets fixes sur 17 pays de l'OCDE, Alesina et al ont montré que les élections affectent significativement le taux de croissance de la masse monétaire. Ils constatent que la croissance de cette dernière devient plus forte un an à un an et demi avant les élections. Ce résultat est d'autant plus intéressant qu'il n'y a pas de différence selon l'idéologie de l'administration au pouvoir. Cette analyse a été confirmée par d'autres, notamment celles de Grier (1989) et de William (1990). Grier effectue sur des données trimestrielles étasuniennes de 1961 à 1982, une auto-régression du taux de croissance de masse monétaire sur le taux de chômage et une variable représentant les échéances électorales. Il trouve que les élections affectent significativement le taux de croissance de la masse monétaire. Comment expliquer de tels comportements alors que dans tous ces pays, les autorités monétaires sont indépendantes du politique ?

L'une des raisons selon Drazen (2000), est que, ne voulant pas être taxées de partisans, les autorités monétaires ne font que suivre dans ces périodes, les politiques budgétaires généralement plus interventionnistes et distributives. Ce

qui justifie l'importance des événements politiques dans la conduite des politiques budgétaires.

Paragraphe 2 : Implication en terme budgétaire

Les théories des cycles budgétaires ont reçu de bonnes vérifications empiriques en ce qui concerne les pays de l'OCDE. Mais, l'ampleur des déficits budgétaires enregistrés depuis quelques années par ces pays a centré le débat sur l'analyse des déterminants des déficits budgétaires. L'incapacité des théories traditionnelles (théorie du lissage fiscal, loi de Wagner) à expliquer les évolutions constatées ces dernières années, a conduit à rechercher en dehors du lissage fiscal les explications des déficits budgétaires persistants. Les arguments sur ce point sont nombreux. Selon Alesina et al (1995), ils peuvent être regroupés en 6 catégories.

- La théorie de l'illusion fiscale qui se base sur les notions d'illusion budgétaire et de politique de stabilisation asymétrique pour montrer que les hommes politiques profitent de la naïveté des agents pour accroître les dépenses publiques en temps de récession et « oublient » de les réduire lorsque la récession est terminée.
- Le rôle stratégique de l'endettement qui résulte de la volonté d'un gouvernement de lier les mains à son successeur qui a des préférences différentes sur la nature des dépenses publiques (Alesina et al 1990) ou sur leur montant (Persson et al 1989).
- La théorie de la redistribution intergénérationnelle selon laquelle la dette publique permet de répartir le poids des impôts entre plusieurs générations. Elle peut donc être utilisée par la génération présente pour laisser un héritage négatif aux générations futures. Puisque les électeurs de ces dernières ne peuvent voter et donc choisir leur politique, il y aura une tendance naturelle à l'endettement.
- Les modèles de conflits de générations et de guerre d'usure selon lesquels les déficits sont le résultat de conflits stratégiques entre les partis politiques et les groupes sociaux qui ont sur les décisions du gouvernement une certaine influence au même moment.
- Les modèles de distribution géographique, qui montrent que la base géographique des membres du parlement entraîne des dépenses publiques excessives. En effet, les représentants dont la base électorale est territoriale surestiment les avantages pour

leur circonscription des projets publics par rapport à leur coût de financement supporté par la nation toute entière. L'effet agrégé de ces décisions serait une surabondance de projets publics ayant une base géographique déterminée.

- Le dernier groupe de modèles met l'accent sur le rôle des institutions budgétaires définies comme l'ensemble des lois et règlements qui régissent l'établissement, l'approbation et la mise en place des budgets publics.

Parmi les explications théoriques de la persistance des déficits, la plus intéressante est celle de l'approche en termes de délai de stabilisation qui montre comment les querelles entre groupes sociopolitiques peuvent perturber la conduite d'une réforme budgétaire. Alesina et Drazen (1991) proposent un modèle de guerre d'usure qui montre que si un choc permanent perturbe le budget de l'Etat, de sorte qu'avec les taux d'impôts existant un déficit apparaît, la lutte entre les groupes sociaux pour la répartition de la charge fiscale retarde l'adoption d'une politique efficace pour équilibrer le budget. Spolaore (1993) applique le modèle de guerre d'usure aux gouvernements de coalition. Il montre que lorsqu'un choc affecte l'économie, les gouvernements de coalition tardent à s'adapter alors qu'un gouvernement unitaire réagit vigoureusement. La raison est que les différents partis dans une coalition représentent les intérêts d'un électorat différent dont chacun souhaite ne pas être touché par les nouveaux impôts.

Ces différentes théories qualifiées d'économie politique des déficits ont fait l'objet de plusieurs vérifications empiriques dont les plus célèbres sont celles de Roubini et Sachs (1989). Ayant rejeté l'hypothèse de lissage fiscal, ces auteurs trouvent que les déficits budgétaires tendent à augmenter sous les gouvernements de coalition ou les gouvernements minoritaires. Utilisant les moindres carrés ordinaires sur un panel de 13 pays de l'OCDE, ils montrent que les déficits budgétaires dépendent significativement, à côté des variables conjoncturelles, d'un indicateur des institutions politiques, opposant le cas extrême d'un régime présidentiel (ou d'une majorité à un seul parti) à celui d'un gouvernement minoritaire en passant par les deux modalités intermédiaires de coalitions fortes ou faibles. Toutes choses égales par ailleurs, un gouvernement minoritaire pratiquera un déficit 1,5 fois plus élevé que celui d'un gouvernement présidentiel.

La plupart des travaux empiriques qui ont suivi, visent à confirmer ou à infirmer les résultats de Roubini et al (1989). Edin et al (1990), en reprenant les mêmes données que Roubini et Sachs (1989), montrent que leurs résultats dépendent plutôt de la spécification de la variable politique. Alors que Roubini et Sachs utilisent un indice de dispersion du pouvoir politique unique qui prend des valeurs de 0 à 3 selon les types de régimes politiques, Edin et al vérifient s'il existe une différence non linéaire entre chaque catégorie de régime. Ils ont donc construit des variables particulières pour chaque catégorie et ont abouti au fait que l'effet politique se limitait uniquement au gouvernement de coalition.

Franzese (1996), dans une étude plus générale, tente de tester les différentes théories explicatives des interactions entre variables politiques et économiques. Utilisant la méthode des moindres carrés pondérés sur un panel de 21 pays de l'OCDE de l'après-guerre (1956-1990), il aboutit à des résultats variés. En particulier, si les variables représentant la redistribution intergénérationnelle et l'utilisation stratégique de la dette semblent significatives, elles n'ont pas les signes attendus. Par contre la guerre d'usure et la dispersion géographique des intérêts électoraux ne paraissent pas expliquer significativement le niveau de la dette publique dans ces pays. De même, il montre que l'effet des gouvernements de coalition varie selon les pays ; augmentant les déficits dans des pays comme l'Italie ou les maintenant à un niveau faible dans des pays comme le Swaziland.

Kotin (1997) réexamine les résultats de Roubini et Sachs (1989) et ceux de Franzese (1996). Utilisant les mêmes données, il montre que les résultats de Roubini et Sachs, Odin et al sont sensibles d'une part à la codification de la variable politique et d'autre part à la mesure de la variable dépendante (le ratio dette publique /PIB). Pour lui, les gouvernements de large coalition encouragent les forts déficits alors que les gouvernements minoritaires ne contribuent pas à l'augmentation des déficits. Kotin (1997) étend par ailleurs les travaux de Robert Franzese (1996), en ajoutant 2 variables à son modèle: les gouvernements minoritaires et le bicaméralisme. En testant les diverses spécifications du nombre de partis dans une coalition au pouvoir, ces résultats

suggèrent que les gouvernements minoritaires n'augmentent pas les déficits budgétaires, pas plus que les autres types de régimes. Mieux, ils tendent à limiter les déficits.

Section 2 : Méthodologie de l'étude

La démarche méthodologique consiste en la définition des variables et la présentation du modèle.

Paragraphe 1 : Le choix des variables et les sources des données statistiques

1-1 : Le choix des variables

Notre objectif est d'analyser le rôle des facteurs socio-politiques dans la conduite de la politique budgétaire au Bénin à la lumière de la théorie des cycles politico-économiques.

Notre analyse s'inspire de l'approche structurelle des déficits développée par Alesina et al (1997) à partir des travaux de Roubini et al (1989). L'intérêt de cette approche est de pouvoir apprécier l'effet des variables sociopolitiques dans le cadre général de la théorie du lissage fiscal. Compte tenu des spécificités du système politique de notre pays (absence de polarisation politique), nous négligerons les effets de coalition. Nous capterons par contre l'effet des différentes manifestations sociales qui ont jalonné le parcours politique du pays.

La spécification retenue intègre comme variable dépendante le solde budgétaire courant (SB) alors que les variables explicatives sont de 2 types : les variables purement économiques et les variables qualitatives. Les variables explicatives sont les suivantes:

- les valeurs retardées de la variable dépendante (SB_{t-1}).

Cette variable permet de mesurer la vitesse d'ajustement des déficits et l'influence des conditions initiales. Pour Schuknecht (1996), cette vitesse est généralement faible pour les pays en développement. Ce qui signifie que les déficits présents sont fortement expliqués par les décisions passées en matière budgétaire. Il est donc à espérer que ces variables influencent positivement le déficit.

➤ Le PIB réel (PIBr).

De façon unanime, il est l'indicateur par excellence des conditions économiques générales d'un pays. Une augmentation du PIB devrait accroître les recettes publiques par le biais de la fiscalité ; ce qui devrait, toutes choses égales par ailleurs, réduire les déficits budgétaires.

➤ Les troubles sociaux (TROU).

Par cette variable, nous prendrons en compte les grèves et autres mouvements de contestation sociale. Les manifestations et les grèves sont des réactions de court terme à des mesures restrictives adoptées par l'Etat. Leur intensification signifie donc une fragilisation de ce dernier. Traditionnellement, une généralisation des insatisfactions sociales poussera le gouvernement à accroître les dépenses de répressions, à rechercher des soutiens à travers le financement des contre-manifestations, ou alors à la satisfaction des revendications des groupes de contestation. Dans tous les cas, il sera amené à adopter des mesures plus expansives.

➤ Les élections (ELEC).

C'est la variable centrale du modèle. Elle permettra de tester l'éventualité d'un cycle politique dans la gestion budgétaire au Bénin. Théoriquement, des mesures expansionnistes seront adoptées dans les périodes préélectorales et seront lissées après les élections. Dans ces conditions, on ne peut définir a priori un signe pour la corrélation entre cette variable et le solde budgétaire.

➤ Le stock de la dette (S_DETTE)

Sur le moyen terme, la progression des charges de la dette réduit les marges de manœuvre de la politique budgétaire, en captant une part croissante des recettes fiscales. A cet effet, le stock de la dette a a priori un effet négatif sur le solde budgétaire.

1-2 : Les sources des données et la période de l'étude.

Notre analyse porte sur la période 1980 à 2014. Le choix de cette période se trouve justifié par plusieurs raisons. Pour certains, la période d'avant 1970 ne représente qu'une continuation de la politique économique coloniale. C'est la période de mise en

place des institutions de gestion budgétaire avec tous les biais qu'elle comporte. De plus, il y a aussi la grande difficulté de retrouver les archives liées à la période d'avant 1980.

En ce qui concerne les finances publiques, les données brutes n'ont commencé par être répertoriées qu'à partir de 1985, année de construction des premiers TOFE. Les données relatives aux autres périodes ont été reconstituées à partir des archives des différentes directions du ministère des finances (Douane, Trésor, Impôt et Domaines) et à partir des mémoires et autres documents scientifiques.

Les données sur le PIB sont disponibles au niveau de l'Institut National des Statistiques et de l'Analyse Economique (INSAE) et des Statistiques Financières Internationales du Fonds Monétaire International (FMI). Quant aux variables socio-politiques, leur évaluation repose sur une appréciation personnelle des évènements.

Paragraphe 2 : La méthode d'évaluation des données et la présentation du modèle

La significativité d'une analyse économétrique dépend avant tout de la fiabilité des données. C'est pourquoi dans ce paragraphe nous décrivons avant tout les méthodes d'obtention des données exploitées et ensuite, nous présentons la spécification du modèle.

2-1: Les méthodes d'évaluation

La méthode d'évaluation varie suivant la nature des variables et leurs utilisations.

➤ Les Elections

La modélisation de cette dernière dépend de l'hypothèse adoptée: cycles opportuns ou partisans. Dans le cas du Bénin, l'hypothèse la plus plausible est celle du cycle opportun. La variable élection est construite ici de deux manières.

D'une part, nous considérons une variable « élection 1 » (ELEC1) pour appréhender les effets expansif et récessif attendus des cycles. Nous postulons une expansion en $t-1$ si les élections ont lieu entre le premier et le quatrième mois de l'année t . Il y aura contraction dans la même année si les dites élections ont lieu dans les 2 premiers mois, et l'année suivante dans les autres cas. Notre variable prendra donc les valeurs 1 (expansion), -1 (récession) et 0 dans tous les autres cas.

Nous introduirons ensuite une variable « élection 2» (ELEC2) pour tester l'absence de contraction. C'est donc une variable qui prendra la valeur 1 en cas d'expansion et 0 dans les autres cas. La méthode ainsi décrite, s'applique aussi bien aux élections de la période révolutionnaire qu'aux élections législatives et présidentielles de la période du renouveau démocratique.

➤ Les troubles sociaux.

L'isolement des troubles sociaux des autres formes d'insatisfactions répond au souci de distinguer l'effet propre de la société civile de celui de la sphère politique. L'évaluation des troubles sociaux se fait traditionnellement par la méthode classique des variables qualitatives. Il s'agit donc d'attribuer la valeur 1 à la variable pour les années où il y a manifestations sociales et 0 pour les autres années. Mais, cette méthode ne permet pas de prendre en compte l'ampleur des chocs. Il est évident que toutes les manifestations n'ont pas la même ampleur et le gouvernement fait un arbitrage entre l'indifférence, la diversion ou la répression et la prise de mesures expansives. Cependant, nous l'évaluons ici par la méthode classique mais en mettant l'accent sur les années où des grèves de grandes influences.

2-2 : La spécification du modèle

De façon générale, l'étude économétrique des modèles politico-économiques se fait par l'auto-régression d'une variable représentative des performances économiques sur un petit nombre de variables exogènes y compris la variable politique. Il s'agit donc selon Drazen (2000), d'estimer une équation de forme suivante :

$$Y_t = \sum_{i=1}^k a_i \cdot Y_{t-i} + b_0 + \sum_j b_j \cdot X_{jt} + PDUM_t + \varepsilon_t$$

Où:

y_t , est la variable représentant le déficit budgétaire, x_j d'autres variables économiques (variables de contrôle) et PDUMI, une variable politique.

A cet effet, en se référant à l'approche guidant le choix des variables, la spécification du modèle est donc la suivante :

$$DB_t = \beta_0 + \sum_{i=1}^k a_i DB_{t-i} + \beta_1 PIBr_t + \beta_2 IDETTE_t + \beta_3 TROU_t + \beta_4 ELEC_t + \beta_5 S_DETTE_{t-1} + \varepsilon_t$$

2-3 Méthode de traitement et d'analyse des données

Ici, il est question de faire conjointement des analyses statistiques et économétriques.

L'analyse économétrique sera essentiellement exécutée par le logiciel **EViews 7.0**, qui nous permettra d'analyser la stationnarité des séries, de faire les estimations et enfin valider le modèle.

2-3-1 Etude de la stationnarité

Il s'agit de la détermination du degré (d) d'intégration de chaque série. L'obtention de la valeur de (d) se fait à travers le test de racine unitaire (tests de Phillips-Perron (PP), de Dickey-Fuller Augmenté (ADF), etc) dont le but est de vérifier le caractère possible stationnaire de celle-ci. La procédure de mise en évidence de ces tests est la suivante :

- Modèle avec constante et tendance

$$\Delta X_t = c + bt + \rho X_{t-1} + \sum_{j=1}^p \varphi_j X_{t-j} + \varepsilon_t$$

- Modèle avec constante

$$\Delta X_t = c + \rho X_{t-1} + \sum_{j=1}^p \varphi_j X_{t-j} + \varepsilon_t$$

- Modèle sans constante ni tendance

$$\Delta X_t = \rho X_{t-1} + \sum_{j=1}^p \varphi_j X_{t-j} + \varepsilon_t$$

Avec ρ le coefficient autorégressif associé à X_{t-1} et ε_t identiquement et indépendamment distribués

En pratique, on adopte une stratégie séquentielle en commençant par le modèle avec tendance et constante pour finir par le modèle sans constante ni tendance.

A présent, on test l'hypothèse nulle

$$\begin{cases} H_0: \rho = 1 & (\text{non stationnarité}) \\ H_1: \rho \neq 1 & (\text{stationnarité}) \end{cases}$$

Si la statistique calculée est supérieure à la statistique tabulée, on accepte H_0 c'est-à-dire que la série est non stationnaire et il faut la rendre stationnaire, soit par différenciation, soit par régression sur la tendance sur l'un des modèles. Dans le cas contraire, la série est stationnaire et sera utile pour les estimations afin d'éviter des régressions fallacieuses.

2-3-2 Test de validation du modèle

L'estimation par les MCO se fonde sur des hypothèses fondamentales. Des tests de validation devront être effectués avant d'interpréter les valeurs des coefficients. Il s'agit :

- du coefficient de détermination pour la qualité de la régression
- du test de BREUSCH-GODFREY.

Pour vérifier si les erreurs sont auto corrélées ou non, nous avons réalisé le test de Breusch-Godfrey. La statistique donnée par le multiplicateur de Lagrange $LM = n \cdot R^2$ suit une loi de khi-deux à p degré de liberté. Avec :

P : nombre de retards des résidus

n : nombre d'observation

R^2 : le coefficient de détermination

L'hypothèse de non corrélation des erreurs est rejetée si la probabilité est inférieure à 5% ou si LM est supérieur au khi-deux lu. Dans le cas contraire, les erreurs sont auto corrélées.

-le test d'homoscédasticité de WHITE permet de voir si la variance du terme d'erreur est une constante ou non. Les erreurs sont homoscédastiques si la probabilité de Fischer est supérieure à 5%.

-le test de FISCHER permet de voir si le modèle est globalement significatif ou non. Le modèle est significatif au seuil de 5% si la probabilité de la statistique de Fischer est inférieure à 5%

-le test de normalité de JARQUE-BERA vérifie la normalité d'une distribution statistique. Il y a normalité quand le Jarque-Bera est inférieur à 5,99 au seuil de 5%.

CHAPITRE II : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS

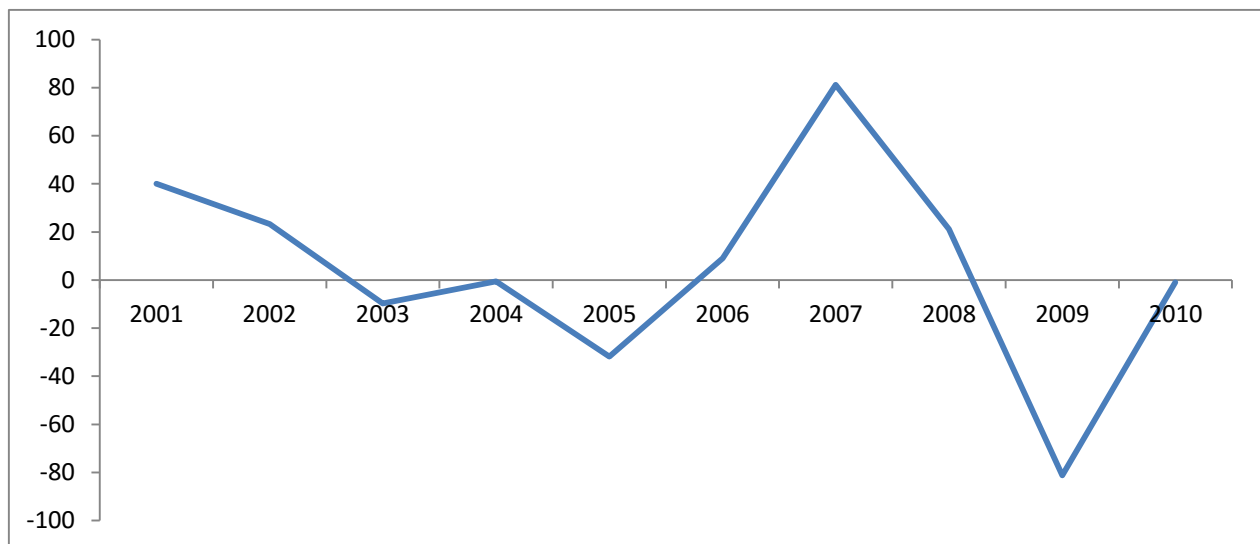
Ce chapitre présente non seulement les résultats de l'étude et l'analyse y correspondante mais aussi les préconisations opérationnelles formulées.

Section 1: Analyse statistique et économétrique

Cette partie est essentiellement consacrée à une analyse descriptive de la variable dépendante et suivie d'une analyse économétrique.

Paragraphe 1 : Analyse statistique

Le graphique ci-dessous retrace l'évolution du solde budgétaire courant, évalué en milliards de francs CFA sur la période de 2001 à 2010.



SOURCE : BCEAO, 2015

Graphique 1: Evolution du solde budgétaire courant de 2001 à 2010

Le graphique montre le solde budgétaire évalué en milliards de francs CFA est couramment déficitaire.

En effet, entre 2001 et 2005, le solde a évolué de façon décroissante en passant de +40,1 à -31,9

De 2006 à 2007, il a évolué de manière ascendante en passant de +9 à +81,2. Ceci se traduit par le changement de régime après les élections présidentielles de 2006 et la volonté ferme du gouvernement à travers certaines réformes.

De 2008 à 2010, il a eu chute remarque solde avec un pic négatif et significatif de (-81,2) en 2009 pour se stabiliser à -0,9 en 2010. Le solde négatif pourrait se traduire par les effets de la crise économique et financière des années de 2008 et 2009, ce qui a fait baisser les recettes fiscales sur le commerce extérieur. Par ailleurs, il faut noter qu'entre Avril 2008 et Juin 2009, il y a eu aussi la crise alimentaire mondiale qui a fait augmenter les prix des produits alimentaires, demandant du côté des gouvernements les subventions des produits de consommation, histoire de rehausser le niveau du panier de ménagère.

Paragraphe 2 : Analyse économétrique

Dans le but de rendre plus simple nos séries dans leur manipulation, nous utilisons les dénominations associées aux variables présentées dans le **tableau 1**

Tableau 1 : Glossaire des variables

<i>Variables</i>	<i>Dénomination</i>
<i>Déficit budgétaire courant</i>	<i>Db</i>
<i>Produit intérieur brut réel</i>	<i>Pibr</i>
<i>Résidus du produit intérieur brut réel</i>	<i>Rpibr</i>
<i>Stock de la dette</i>	<i>S_dette</i>
<i>Stock de la dette en première différence</i>	<i>D(S_dette)</i>
<i>Intérêt de la dette</i>	<i>Idette</i>
<i>Résidus de l'intérêt de la dette</i>	<i>Ridette</i>
<i>Elections présidentielles</i>	<i>Elec1</i>
<i>Troubles sociaux</i>	<i>Trou</i>

SOURCE : les auteurs

1-2 : Etude de stationnarité des séries

Les résultats des tests de stationnarité se résument comme suit dans le **tableau 2**

Pour plus de détails, voir annexe : (**Voir annexe n°1**)

Les résultats se résument comme suit dans le **tableau 2**

Tableau 2 : Résultats de la stationnarité des séries

Série	Db	Pibr	S_dette	I_dette
Ordre d'intégration	I(0)	I(1)	I(1)	I(0)

Source : les auteurs

2-2 : Détection du nombre de retards

Le cadre de référence dans l'analyse des cycles politico-économiques étant l'estimation d'une fonction autorégressive, cette étape de notre travail a consisté à la définition d'un décalage approprié pour la variable dépendante. La procédure utilisée repose sur les critères de Akaike et de Schwarz. Il s'agit d'estimer le modèle pour un ordre croissant de retard allant de 0 à h (h étant le nombre maximal de retard admissible). Le retard p qui minimise chaque critère est retenu. (**Voir annexe n°2**)

Les résultats de tests de Schwarz et Akaike sont présentés dans le **tableau 3**

Tableau 3 : Tests de détection

Nombre de retards	critères de Akaike	critères de Schwarz
0	9.801046*	10.03458*
1	9.867656	10.14790
2	9.910839	10.23779
3	9.896681	10.27033
4	9.890705	10.31106

Source : les auteurs

L'analyse du tableau révèle que la variable solde budgétaire courant de dépend pas de ses observations passées dans le cadre de notre étude puisque le nombre de retards est

égal à 0, eu égard des critères. Ce résultat est d'ailleurs confirmé par l'étude de la stationnarité du solde. On en conclut donc que le modèle ne compte pas une fonction auto-régression.

1-3 : Estimation du modèle

Le **tableau 4** présente les résultats de l'estimation du modèle. (**Voir annexe n°3**)

Tableau 4 : Estimation du modèle

Variable dépendante : Db ; nombre d'observations : 33 après ajustements			
Variabes explicatives	Coefficients	t-statistique	Probabilité
Constance	-6.309993	-1.365521	0.1848
RDPIBR	0.330305	3.105570	0.0048*
RIDETTE	-1.269404	-1.713169	0.0996**
ELEC1	-13.26403	-1.441572	0.1623
TROU	20.41186	1.944762	0.0636**
D(S_DETTE(-1))	-0.079559	-2.339906	0.0279*
D97	107.5179	4.907199	0.0001*
D09	59.85306	2.656666	0.0138*
D85	-53.39810	-2.218798	0.0362*
R ²	0.715704		
R ² ajusté	0.620939		
Statistique de Fisher		7.552397	
Probabilité de Fisher		0.000051	

* : coefficient significatif au seuil de 5%

** : coefficient significatif au seuil de 10%

Source : les auteurs

1-4: Tests de validation du modèle

- *Test de normalité des résidus*

Le test de normalité de Jacque-Bera effectué sur les résidus donne une probabilité $0,557109 > 5\%$; donc l'hypothèse nulle de normalité des résidus est acceptée et les résidus sont normaux. (Voir annexe n°4)

- *Test d'autocorrélation des résidus*

Le test d'autocorrélation effectué sur les résidus montre que selon Durbin et Watson, les erreurs sont non autocorrélées, ce que confirme la probabilité associée à la statistique de Breusch Godfrey ($0.5644 > 5\%$) (Voir annexe n°5)

- *Test d'hétéroscédasticité des résidus*

Le test d'hétéroscédasticité de White effectué sur les résidus donne des probabilités supérieures à 5%. En particulier la probabilité associée à la statistique de Lagrange est : $0.5057 > 5\%$; donc l'hypothèse nulle d'homoscédasticité des erreurs est acceptée. Il en résulte que les erreurs sont homoscédastiques. (Voir annexe n°6)

- *Test de Fisher ou test de significativité globale du modèle*

La probabilité de Fisher donne $0.000051 < 5\%$. Donc l'hypothèse nulle de non significativité globale des paramètres a été rejetée. (Voir tableau n°4)

- *Test de Student ou test de significativité des coefficients de régression*

Le test de Student donne des probabilités toutes inférieures à 10% sauf celles associées aux variables RIDETTE et $d(S_DETTE(-1))$ au seuil sont inférieures à 5%, l'hypothèse nulle de non significativité est rejetée; les paramètres sont significatifs. (Voir tableau n°4)

- *Test de bonne spécification*

Le test de RAMSEY RESET donne des probabilités toutes supérieures à 5%. De ce fait, il s'ensuit qu'on a une bonne spécification de notre modèle. (Voir annexe n°7)

Section 2: Analyses et préconisations opérationnelles

Paragraphe 1 : Interprétations, analyse et vérifications des hypothèses

1-1 : Interprétations et analyse des résultats

Les résultats de notre estimation nous amène aux interprétations et analyse suivantes :

- L'impact positif de l'augmentation du produit intérieur brut réel (PIBR) sur le déficit budgétaire est élevé en ce sens qu'un accroissement de **1** point du PIBR contribue à accroître le niveau du solde de **0.33** point de pourcentage. En effet, il paraître paradoxal a priori, dans la mesure où une augmentation du revenu national devrait signifier une augmentation des recettes du fait de l'expansion des activités économiques. Mais, l'Etat béninois, à l'instar de beaucoup d'Etats de pays en développement est dans un besoin permanent de ressources. La faiblesse de l'épargne nationale le rend sensible aux exigences des bailleurs de fonds internationaux qui font de la solvabilité de l'Etat un des critères principaux d'octroi de financement. L'amélioration des performances économiques de ces dernières années aurait donc permis à l'Etat béninois de mobiliser beaucoup de ressources extérieures afin de financer ses programmes de développement. Ce qui est confirmé par l'évolution constatée au niveau du financement des déficits. Basé sur les concours de la BCEAO et l'utilisation des arriérés dans les années 1980, le financement des déficits est assuré depuis 1990 en grande partie par l'extérieur. **(voir tableau 5)**

Tableau 5 : Evolution du financement extérieur entre 2009 et 2013

Années	2009	2010	2011	2012	2013
Financement extérieur/ financement total(%)	22,65	101,90	30,851	76,58	79,45

Source : BCEAO, 2015

- Le coefficient associé aux élections n'est pas significatif, ni à 5% et 10% alors statistiquement, nous ne pouvons pas l'interpréter ce qui serait dû aux données utilisées sur les élections mais toutefois le signe négatif du coefficient montre l'importance des manipulations préélectorales. En effet, le souci des différents gouvernements en période préélectorale a été « d'acheter une clientèle ». Ces périodes sont des époques où l'essentiel des revendications des travailleurs sont satisfaites. C'est aussi souvent la période de lancement de nouveaux projets et de réception de nouvelles infrastructures. Cependant tout ceci ne saurait être justifié avec les résultats obtenus.

- L'impact négatif de l'intérêt de la dette sur le solde budgétaire se trouve considérable en ce sens qu'une hausse de l'intérêt accroît le niveau du déficit budgétaire. En effet, d'après les estimations, une hausse de **1** point de l'intérêt entraîne une baisse de **1.27** point de pourcentage du niveau du solde budgétaire. Cet impact négatif de l'intérêt de la dette pourrait s'expliquer notamment par le fait qu'une augmentation de la charge de la dette nécessite une augmentation des ressources fiscales servant au financement de celle-ci. Par conséquent, on assiste à une diminution des ressources au financement des dépenses d'investissement, lesquelles sont utiles au développement de l'activité et à son tour génératrice de recettes fiscales.

- Les troubles sociaux sont évalués en termes de variable indicatrice. Ils ont un effet positif très élevé (20.41) et significatif sur le niveau du solde budgétaire courant. D'un point de vue théorique, les grèves et autres manifestations sociales peuvent affecter les variables budgétaires à travers deux canaux: la réduction des recettes à cause du ralentissement des activités économiques et un accroissement des dépenses parce qu'elles sont souvent la conséquence de la non satisfaction des revendications sociales. Si l'effet sur les recettes peut être marginal, compte tenu de la structure de ces dernières, leur impact sur les dépenses n'est pas à négliger. Seulement, la complexité de la procédure budgétaire ne permet pas souvent une augmentation des dépenses en cours d'exercice. C'est pourquoi, on assiste souvent, à défaut d'une répression des mouvements, à des promesses non tenues ou alors à un réaménagement dans les grandes masses budgétaires.

- L'impact négatif du stock de la dette sur le solde budgétaire se trouve justifié en ce sens qu'une hausse du stock de la dette accroît le niveau du solde budgétaire. En effet, d'après les estimations, une hausse de **1** point de l'intérêt entraîne une baisse de **0.08** point de pourcentage le niveau du solde budgétaire. Cet impact négatif du stock de la dette est lié à l'effet qu'engendre l'encours de la dette sur la charge de la dette, et par ricochet à la réduction des ressources pour les dépenses de prioritaires.

1-2 : Vérifications des hypothèses

Le tableau ci-dessous présente le résumé de nos hypothèses. (Voir tableau 6)

Tableau 6 : Validation des hypothèses

Hypothèses	Statut
H1 : Les événements politiques comme les élections favorisent donc les déficits budgétaires.	Rejetée
H2 : les grèves et autres manifestations sociales modifient significativement la trajectoire des réformes budgétaires et affaiblissent leur efficacité.	Acceptée

Source : les auteurs

Paragraphe 2 : préconisations opérationnelles et limites de l'étude

2-1 : Préconisations opérationnelles

Vu les différents effets des facteurs sociopolitiques, la maîtrise du solde budgétaire devrait reposer sur plusieurs leviers dont les plus importants sont :

- ✚ Définir des stratégies d'endettement en tenant compte de la soutenabilité des finances publiques ;

- ✚ Faire un état des lieux des finances publiques audité par la chambre des comptes au terme des élections présidentielles ;
- ✚ Promouvoir la bonne gouvernance économique ;
- ✚ Poursuivre les mesures de lutte contre la corruption et d'informatisation des opérations fiscales aux fins d'optimiser les recettes de l'Etat ;
- ✚ Renforcer l'action de la Cellule d'Analyse Economique de l'Assemblée Nationale en vue de doter chaque député ou au moins chaque groupe parlementaire d'unité de réflexion autonome, ne serait-ce que pour diversifier les sources d'analyse du projet de loi de finances de l'exécutif, et par conséquent, pour y apporter des modifications efficaces et efficientes ;
- ✚ Rendre autonome l'Assemblée Nationale dans l'exercice de sa fonction de contrôle de l'action gouvernementale (interpeller le gouvernement, monter des commissions d'enquêtes et de vérifications de l'action du pouvoir exécutif).

2-2 : Limites de l'étude

Il faut notifier que notre étude présente comme toute autre étude certaines limites qu'il convient de révéler

- Non prise en compte de certains facteurs dont
 - Le taux de chômage;
 - Le taux d'imposition
 - Les élections législatives.
- Indisponibilité des données sur une longue période ;
- Méthode purement traditionnelle et classique d'évaluation des troubles sociaux.

CONCLUSION

La présente étude a pour objectif « d’apprécier le rôle de certains facteurs socio-politiques dans la conduite de la politique budgétaire » en vue de faire ressortir des marges de manœuvres possibles. Pour y parvenir, nous avons donc procédé à l'estimation, par les moindres carrés ordinaires, du solde budgétaire courant sur des variables représentant les élections (présidentielles), les troubles sociaux.

L'analyse empirique a permis de faire ressortir que les élections présidentielles creusent significativement le niveau du solde budgétaire. Les troubles sociaux paraissent révélateurs du niveau des déficits budgétaires.

Ces résultats mettent en exergue le dilemme dans lequel se trouvent les dirigeants des pays en développement, à savoir la nécessité de satisfaire les besoins de tous les groupes sociaux et le respect de conditions pour une mobilisation accrue des ressources extérieures. Ces résultats traduisent aussi la nécessité pour un gouvernement fut-il autocratique d'asseoir sa légitimité à travers la satisfaction des besoins des populations. Ces résultats trouvés rendent justifiées et objectives nos hypothèses de travail.

A cet effet, des initiatives de promotion de la bonne gouvernance, de lutte contre la corruption et d’informatisation des opérations fiscales, et de renforcement des capacités de l’Assemblée Nationale devront être mises en œuvre pour une maîtrise du solde budgétaire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **ALESINA et PERROTTI, (1995)** : « Fiscal Expansions and Fiscal Adjustments in OECD countries »
2. **ALESINA et TABELLINI (1990)** : « A positive theory of budget deficits and government debt »
3. **AZIZOU, C. (2010)** : « L'action politico-syndicale des enseignants au Bénin (1945-2008) : Approche socio-historique ».
4. **BANEGAS, R.** « Mobilisations sociales et oppositions sous Kérékou».
5. **BELLO, A. R. (2003)** : « Cycles politico-économiques, Instabilité politique et Gestion budgétaire au Bénin: de 1970 à 2002 »
6. **BOURBONNAIS, R. (2000)** : « Econométrie, DUNOD »
7. **DRAZEN (2000)** : « Political economy in macroeconomics » Princeton, NJ, Princeton university. Press
8. **DOROTHE, V.N. (2004)** : « Le cycle politico-budgétaire au Cameroun »
9. **FOUDA (1997)** : « Political monetary cycles and independence of central bank in monetary union : an empirical test for BEAC Franc zone member »
10. **GRIER (1989)** : « On the existence of a political monetary cycle »
11. **HAMISULTANE, H.** : « Econométrie ».
12. **HAYNES et STONES (1989)**: « An integrated test for electoral cycles in US economy ».
13. **HIBBS (1977)** : « Political parties and macroeconomic policy ».
14. **HOUNYE, M. P. et de CAMPOS, R. (2014)** : « Analyse de l'effet des dépenses publiques d'investissement sur la croissance du secteur agricole au Bénin »
15. **KOTIN (1997)** : « Political business cycles in developing countries »
16. **LINDBECK (1976)** : « Stabilization policy in open economic with endogenous politicians ».

17. **NORDHAUS (1975)** : « The political business cycle »
18. **PERSON et SVENSSON (1989)** : « Why a stubborn conservative would run a deficit: policy with time-inconsistent preferences »
19. **PERSON ET TABELLINI (1990)** : « macroeconomic policy, credibility and politics »
20. **ROBERT et SIBERT (1988)** : « Electoral and Partisan cycles in economic policies and outcomes ».
21. **ROGOFF (1990)** : « Equilibrium political budget cycles »
22. **ROUBINI et SACHS (1989)** : « Government spending and budget deficits in the industrial countries »
23. **UNICEF** : «La grève de trois organisations syndicales à la une au Bénin ». Disponible sur [http://www. Google](http://www.Google) (consulté le 13 Avril 2015)
24. **WIKIPEDIA** : « Déficit budgétaire et déficit public » Ce document provient de « http://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Déficit_budgétaire_et_déficit_public&oldid=110023358 ». (consulté le 17 Avril 2015)

ANNEXES

Annexe n°1 : Résultats de l'étude de la stationnarité des séries

❖ Le solde budgétaire courant

Test de ADF

Null Hypothesis: DB has a unit root
Exogenous: None
Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=15)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.098458	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.634731	
5% level	-1.951000	
10% level	-1.610907	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
Dependent Variable: D(DB)
Method: Least Squares
Date: 04/16/15 Time: 14:15
Sample (adjusted): 1981 2014
Included observations: 34 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	-0.880475	0.172694	-5.098458	0.0000
R-squared	0.440606	Mean dependent var		-0.247347
Adjusted R-squared	0.440606	S.D. dependent var		44.42394
S.E. of regression	33.22585	Akaike info criterion		9.873504
Sum squared resid	36430.57	Schwarz criterion		9.918397
Log likelihood	-166.8496	Hannan-Quinn criter.		9.888814
Durbin-Watson stat	1.960779			

Cycles politico-économiques et gestion budgétaire au Bénin

Test de Phillips-Perron

Null Hypothesis: DB has a unit root
 Exogenous: None
 Bandwidth: 3 (Used-specified) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-5.065804	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.634731	
5% level	-1.951000	
10% level	-1.610907	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	1071.487
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	947.1075

Phillips-Perron Test Equation
 Dependent Variable: D(DB)
 Method: Least Squares
 Date: 04/16/15 Time: 14:24
 Sample (adjusted): 1981 2014
 Included observations: 34 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DB(-1)	-0.880475	0.172694	-5.098458	0.0000
R-squared	0.440606	Mean dependent var		-0.247347
Adjusted R-squared	0.440606	S.D. dependent var		44.42394
S.E. of regression	33.22585	Akaike info criterion		9.873504
Sum squared resid	36430.57	Schwarz criterion		9.918397
Log likelihood	-166.8496	Hannan-Quinn criter.		9.888814
Durbin-Watson stat	1.960779			

❖ Le produit intérieur brut réel (PIBr)

Test de ADF

Null Hypothesis: PIBR has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 15 (Automatic - based on SIC, maxlag=15)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-66.14296	0.0001
Test critical values:		
1% level	-4.532598	
5% level	-3.673616	
10% level	-3.277364	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations and may not be accurate for a sample size of 19

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(PIBR)

Method: Least Squares

Date: 04/21/15 Time: 00:58

Sample (adjusted): 1996 2014

Included observations: 19 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
PIBR(-1)	-1.289309	0.019493	-66.14296	0.0096
D(PIBR(-1))	1.088297	0.029213	37.25375	0.0171
D(PIBR(-2))	0.099437	0.015658	6.350544	0.0994
D(PIBR(-3))	0.717436	0.027517	26.07263	0.0244
D(PIBR(-4))	-0.449670	0.013755	-32.69136	0.0195
D(PIBR(-5))	-0.041934	0.012546	-3.342561	0.1851
D(PIBR(-6))	0.649888	0.013710	47.40092	0.0134
D(PIBR(-7))	-0.576082	0.009137	-63.05157	0.0101
D(PIBR(-8))	-0.814101	0.008875	-91.72860	0.0069
D(PIBR(-9))	-0.625127	0.010981	-56.92587	0.0112
D(PIBR(-10))	-0.864468	0.010905	-79.27177	0.0080
D(PIBR(-11))	-0.052451	0.008655	-6.059929	0.1041
D(PIBR(-12))	0.239821	0.011160	21.49025	0.0296
D(PIBR(-13))	-0.008564	0.011144	-0.768522	0.5829
D(PIBR(-14))	-0.603812	0.006601	-91.47587	0.0070
D(PIBR(-15))	0.041041	0.006830	6.008788	0.1050
C	-269.3155	2.464826	-109.2635	0.0058
@TREND(1980)	147.2391	1.733220	84.95119	0.0075

R-squared	0.999994	Mean dependent var	109.7798
Adjusted R-squared	0.999887	S.D. dependent var	37.91875
S.E. of regression	0.403668	Akaike info criterion	-0.026151
Sum squared resid	0.162948	Schwarz criterion	0.868581
Log likelihood	18.24843	Hannan-Quinn criter.	0.125273
F-statistic	9342.875	Durbin-Watson stat	3.543305
Prob(F-statistic)	0.008134		

Cycles politico-économiques et gestion budgétaire au Bénin

Test de KPSS

Null Hypothesis: D(PIBR) is stationary
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Bandwidth: 3 (Used-specified) using Bartlett kernel

	LM-Stat.
Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin test statistic	0.081386
Asymptotic critical values*:	
1% level	0.216000
5% level	0.146000
10% level	0.119000

*Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin (1992, Table 1)

Residual variance (no correction)	1635.877
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	1519.196

KPSS Test Equation

Dependent Variable: D(PIBR)
 Method: Least Squares
 Date: 04/16/15 Time: 14:10
 Sample (adjusted): 1981 2014
 Included observations: 34 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	12.83999	14.62120	0.878177	0.3864
@TREND(1980)	3.775718	0.728786	5.180832	0.0000
R-squared	0.456162	Mean dependent var		78.91506
Adjusted R-squared	0.439167	S.D. dependent var		55.67022
S.E. of regression	41.69076	Akaike info criterion		10.35546
Sum squared resid	55619.83	Schwarz criterion		10.44524
Log likelihood	-174.0428	Hannan-Quinn criter.		10.38608
F-statistic	26.84102	Durbin-Watson stat		1.677922
Prob(F-statistic)	0.000012			

❖ L'intérêt de la dette

Test de ADF

Null Hypothesis: I_DETTE has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 14 (Automatic - based on SIC, maxlag=15)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.661439	0.0497
Test critical values:		
1% level	-4.498307	
5% level	-3.658446	
10% level	-3.268973	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(I_DETTE)
 Method: Least Squares
 Date: 04/17/15 Time: 17:16
 Sample (adjusted): 1995 2014
 Included observations: 20 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
I_DETTE(-1)	-7.548565	2.061639	-3.661439	0.0352
D(I_DETTE(-1))	5.193836	1.638278	3.170303	0.0505
D(I_DETTE(-2))	4.522575	1.294807	3.492855	0.0397
D(I_DETTE(-3))	4.778061	1.170939	4.080537	0.0266
D(I_DETTE(-4))	4.887534	1.401361	3.487706	0.0398
D(I_DETTE(-5))	4.130069	1.306140	3.162041	0.0508
D(I_DETTE(-6))	3.490699	0.990206	3.525224	0.0388
D(I_DETTE(-7))	3.597380	0.932344	3.858426	0.0308
D(I_DETTE(-8))	3.752838	1.002935	3.741854	0.0333
D(I_DETTE(-9))	3.213539	1.023835	3.138728	0.0517
D(I_DETTE(-10))	2.167860	0.812792	2.667177	0.0759
D(I_DETTE(-11))	1.515159	0.460483	3.290368	0.0461
D(I_DETTE(-12))	1.594946	0.362199	4.403510	0.0217
D(I_DETTE(-13))	1.485206	0.497000	2.988342	0.0582
D(I_DETTE(-14))	0.576955	0.368414	1.566052	0.2153
C	108.6137	30.03005	3.616835	0.0363
@TREND(1980)	0.416143	0.121065	3.437353	0.0413
R-squared	0.991438	Mean dependent var		-0.066458
Adjusted R-squared	0.945772	S.D. dependent var		3.874040
S.E. of regression	0.902147	Akaike info criterion		2.434802
Sum squared resid	2.441608	Schwarz criterion		3.281174
Log likelihood	-7.348018	Hannan-Quinn criter.		2.600023
F-statistic	21.71063	Durbin-Watson stat		1.948184
Prob(F-statistic)	0.013609			

Cycles politico-économiques et gestion budgétaire au Bénin

TEST DE KPSS

Null Hypothesis: I_DETTE is stationary
Exogenous: Constant, Linear Trend
Bandwidth: 3 (Used-specified) using Bartlett kernel

	LM-Stat.
Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin test statistic	0.135387
Asymptotic critical values*:	
1% level	0.216000
5% level	0.146000
10% level	0.119000

*Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin (1992, Table 1)

Residual variance (no correction)	39.19938
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	106.1268

KPSS Test Equation
Dependent Variable: I_DETTE
Method: Least Squares
Date: 04/21/15 Time: 00:56
Sample: 1980 2014
Included observations: 35

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	9.098099	2.133885	4.263632	0.0002
@TREND(1980)	0.307340	0.107915	2.847979	0.0075

R-squared	0.197295	Mean dependent var	14.32288
Adjusted R-squared	0.172970	S.D. dependent var	7.090161
S.E. of regression	6.447876	Akaike info criterion	6.620824
Sum squared resid	1371.978	Schwarz criterion	6.709701
Log likelihood	-113.8644	Hannan-Quinn criter.	6.651504
F-statistic	8.110982	Durbin-Watson stat	0.475592
Prob(F-statistic)	0.007516		

❖ Le stock de la dette

Test de ADF

Null Hypothesis: D(S_DETTE) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=14)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.090647	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.639210	
5% level	-1.951687	
10% level	-1.610579	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(S_DETTE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 04/21/15 Time: 00:48
 Sample (adjusted): 1982 2013
 Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(S_DETTE(-1))	-0.922363	0.181188	-5.090647	0.0000
R-squared	0.455233	Mean dependent var		2.190937
Adjusted R-squared	0.455233	S.D. dependent var		171.3527
S.E. of regression	126.4725	Akaike info criterion		12.54868
Sum squared resid	495854.4	Schwarz criterion		12.59448
Log likelihood	-199.7789	Hannan-Quinn criter.		12.56386
Durbin-Watson stat	1.948697			

Cycles politico-économiques et gestion budgétaire au Bénin

TEST DE Philips-Perron

Null Hypothesis: D(S_DETTE) has a unit root
Exogenous: None
Bandwidth: 3 (Used-specified) using Bartlett kernel

	Adj. t-Stat	Prob.*
Phillips-Perron test statistic	-5.071153	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.639210	
5% level	-1.951687	
10% level	-1.610579	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Residual variance (no correction)	15495.45
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	14378.03

Phillips-Perron Test Equation
Dependent Variable: D(S_DETTE,2)
Method: Least Squares
Date: 04/21/15 Time: 00:50
Sample (adjusted): 1982 2013
Included observations: 32 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(S_DETTE(-1))	-0.922363	0.181188	-5.090647	0.0000
R-squared	0.455233	Mean dependent var		2.190937
Adjusted R-squared	0.455233	S.D. dependent var		171.3527
S.E. of regression	126.4725	Akaike info criterion		12.54868
Sum squared resid	495854.4	Schwarz criterion		12.59448
Log likelihood	-199.7789	Hannan-Quinn criter.		12.56386
Durbin-Watson stat	1.948697			

Test de KPSS

Null Hypothesis: D(S_DETTE) is stationary
 Exogenous: Constant
 Bandwidth: 3 (Used-specified) using Bartlett kernel

	LM-Stat.
Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin test statistic	0.121585
Asymptotic critical values*:	
1% level	0.739000
5% level	0.463000
10% level	0.347000

*Kwiatkowski-Phillips-Schmidt-Shin (1992, Table 1)

Residual variance (no correction)	14788.06
HAC corrected variance (Bartlett kernel)	14864.17

KPSS Test Equation

Dependent Variable: D(S_DETTE)

Method: Least Squares

Date: 04/21/15 Time: 00:52

Sample (adjusted): 1981 2013

Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	19.87152	21.49714	0.924380	0.3622
R-squared	0.000000	Mean dependent var		19.87152
Adjusted R-squared	0.000000	S.D. dependent var		123.4917
S.E. of regression	123.4917	Akaike info criterion		12.50006
Sum squared resid	488006.0	Schwarz criterion		12.54541
Log likelihood	-205.2510	Hannan-Quinn criter.		12.51532
Durbin-Watson stat	1.865484			

Cycles politico-économiques et gestion budgétaire au Bénin

Annexe n°2 : Résultats du test de détection du nombre de retards

VAR Lag Order Selection Criteria

Endogenous variables: DB

Exogenous variables: RPIBR RIDETTE ELEC1 TROU D(S_DETTE(-1))

Date: 04/21/15 Time: 00:35

Sample: 1980 2014

Included observations: 30

Lag	LogL	LR	FPE	AIC	SC	HQ
0	-142.0157	NA*	1060.301*	9.801046*	10.03458*	9.875756*
1	-142.0148	0.001362	1135.973	9.867656	10.14790	9.957307
2	-141.6626	0.540129	1190.013	9.910839	10.23779	10.01543
3	-140.4502	1.778143	1178.520	9.896681	10.27033	10.01622
4	-139.3606	1.525492	1178.346	9.890705	10.31106	10.02518
5	-139.1543	0.274987	1251.660	9.943623	10.41069	10.09304

* indicates lag order selected by the criterion

LR: sequential modified LR test statistic (each test at 5% level)

FPE: Final prediction error

AIC: Akaike information criterion

SC: Schwarz information criterion

HQ: Hannan-Quinn information criterion

Annexe n°3 : Résultats de l'estimation du modèle

Dependent Variable: DB

Method: Least Squares

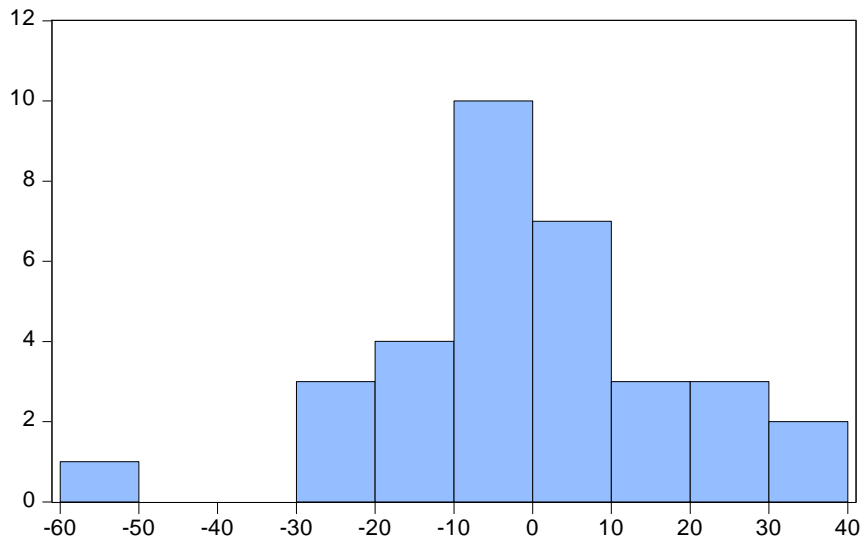
Date: 04/18/15 Time: 12:11

Sample (adjusted): 1982 2014

Included observations: 33 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-6.309993	4.620943	-1.365521	0.1848
RPIBR	0.330305	0.106359	3.105570	0.0048
RIDETTE	-1.269404	0.740968	-1.713169	0.0996
ELEC1	-13.26403	9.201086	-1.441572	0.1623
TROU	20.41186	10.49581	1.944762	0.0636
D(S_DETTE(-1))	-0.079559	0.034001	-2.339906	0.0279
D97	107.5179	21.91024	4.907199	0.0001
D09	59.85306	22.52939	2.656666	0.0138
D85	-53.39810	24.06623	-2.218798	0.0362
R-squared	0.715704	Mean dependent var		-3.705703
Adjusted R-squared	0.620939	S.D. dependent var		33.67727
S.E. of regression	20.73439	Akaike info criterion		9.128466
Sum squared resid	10317.96	Schwarz criterion		9.536604
Log likelihood	-141.6197	Hannan-Quinn criter.		9.265792
F-statistic	7.552397	Durbin-Watson stat		2.202679
Prob(F-statistic)	0.000051			

Annexe n°4 : Résultats du test de normalité des erreurs



Series: Residuals	
Sample 1982 2014	
Observations 33	
Mean	1.42e-15
Median	-1.242655
Maximum	37.61072
Minimum	-51.56472
Std. Dev.	17.95651
Skewness	-0.153238
Kurtosis	3.870043
Jarque-Bera	1.169991
Probability	0.557109

Annexe n°5 : Test d'autocorrélation des résidus

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.341947	Prob. F(1,23)	0.5644
Obs*R-squared	0.483432	Prob. Chi-Square(1)	0.4869

Test Equation:

Dependent Variable: RESID

Method: Least Squares

Date: 04/18/15 Time: 14:09

Sample: 1982 2014

Included observations: 33

Presample missing value lagged residuals set to zero.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.315534	4.716594	0.066899	0.9472
RPIBR	0.015587	0.111093	0.140310	0.8896
RIDETTE	-0.042438	0.754837	-0.056221	0.9557
ELEC1	-2.245296	10.08909	-0.222547	0.8259
TROU	0.986862	10.77570	0.091582	0.9278
D(S_DETTE(-1))	-0.002756	0.034798	-0.079191	0.9376
D97	-0.248835	22.22101	-0.011198	0.9912
D09	3.250966	23.51149	0.138271	0.8912
D85	-5.098127	25.91371	-0.196735	0.8458
RESID(-1)	-0.142816	0.244230	-0.584762	0.5644
R-squared	0.014649	Mean dependent var		1.42E-15
Adjusted R-squared	-0.370922	S.D. dependent var		17.95651
S.E. of regression	21.02463	Akaike info criterion		9.174314
Sum squared resid	10166.81	Schwarz criterion		9.627801
Log likelihood	-141.3762	Hannan-Quinn criter.		9.326898
F-statistic	0.037994	Durbin-Watson stat		2.100557
Prob(F-statistic)	0.999990			

Annexe n°6 : Test d'hétéroscédasticité des résidus

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	0.850595	Prob. F(8,24)	0.5692
Obs*R-squared	7.289690	Prob. Chi-Square(8)	0.5057
Scaled explained SS	5.533018	Prob. Chi-Square(8)	0.6994

Test Equation:

Dependent Variable: RESID^2

Method: Least Squares

Date: 04/18/15 Time: 13:43

Sample: 1982 2014

Included observations: 33

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	276.8303	168.5547	1.642377	0.1136
RPIBR^2	0.051933	0.052235	0.994208	0.3300
RIDETTE^2	-2.491826	2.046443	-1.217638	0.2352
ELEC1^2	130.3043	267.5655	0.487000	0.6307
TROU^2	-176.4391	262.1160	-0.673134	0.5073
(D(S_DETTE(-1)))^2	0.006017	0.002773	2.169424	0.0402
D97^2	-191.7422	568.1627	-0.337478	0.7387
D09^2	-435.8114	607.4934	-0.717393	0.4801
D85^2	-300.8739	605.8205	-0.496639	0.6240
R-squared	0.220900	Mean dependent var	312.6655	
Adjusted R-squared	-0.038800	S.D. dependent var	537.9057	
S.E. of regression	548.2419	Akaike info criterion	15.67831	
Sum squared resid	7213659.	Schwarz criterion	16.08645	
Log likelihood	-249.6921	Hannan-Quinn criter.	15.81564	
F-statistic	0.850595	Durbin-Watson stat	1.563967	
Prob(F-statistic)	0.569225			

Annexe n° 7: Test De RAMSEY RESET

Ramsey RESET Test

Equation: EQ10

Specification: DB C RPIBR RIDETTE ELEC1 TROU D(S_DETTE(-1)) D97

D09 D85

Omitted Variables: Powers of fitted values from 2 to 6

	Value	df	Probability
F-statistic	2.474540	(5, 19)	0.0690
Likelihood ratio	16.54947	5	0.0054

F-test summary:

	Sum of Sq.	df	Mean Squares
Test SSR	4069.176	5	813.8351
Restricted SSR	10317.96	24	429.9151
Unrestricted SSR	6248.786	19	328.8835
Unrestricted SSR	6248.786	19	328.8835

LR test summary:

	Value	df
Restricted LogL	-141.6197	24
Unrestricted LogL	-133.3449	19

Unrestricted Test Equation:

Dependent Variable: DB

Method: Least Squares

Date: 04/21/15 Time: 00:45

Sample: 1982 2014

Included observations: 33

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-2.436205	7.528002	-0.323619	0.7498
RPIBR	0.384710	0.219971	1.748909	0.0964
RIDETTE	-1.794470	1.029031	-1.743845	0.0973
ELEC1	-13.93477	12.04993	-1.156419	0.2618
TROU	27.12076	15.10893	1.795015	0.0886
D(S_DETTE(-1))	-0.140021	0.081373	-1.720736	0.1015
D97	6772.480	15306.71	0.442452	0.6632
D09	82.79087	94.69222	0.874315	0.3929
D85	-54.24868	40.06902	-1.353881	0.1917
FITTED^2	-0.063931	0.047008	-1.359988	0.1898
FITTED^3	-0.000700	0.001436	-0.487369	0.6316
FITTED^4	6.38E-05	7.06E-05	0.903527	0.3776
FITTED^5	1.72E-07	4.09E-07	0.419413	0.6796
FITTED^6	-1.35E-08	2.08E-08	-0.651186	0.5227

R-squared	0.827824	Mean dependent var	-3.705703
Adjusted R-squared	0.710020	S.D. dependent var	33.67727
S.E. of regression	18.13514	Akaike info criterion	8.929997
Sum squared resid	6248.786	Schwarz criterion	9.564879
Log likelihood	-133.3449	Hannan-Quinn criter.	9.143615
F-statistic	7.027107	Durbin-Watson stat	2.177746
Prob(F-statistic)	0.000087		

TABLE DES MATIERES

DEDICACE	iii
REMERCIEMENTS	iv
LISTE DES TABELAUX	v
SOMMAIRE	vi
Résumé	ii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET PROBLEMATIQUE DE L'ETUDE	3
Section 1 : Cadre institutionnel	3
Section 2 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES	6
CHAPITRE II : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE	10
Section 1: L'analyse économique du processus électoral dans une démocratie moderne	10
Section 2 : Méthodologie de l'étude	17
CHAPITRE II : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS	24
Section 1: Analyse statistique et économétrique	24
Section 2: Analyses et préconisations opérationnelles.....	29
CONCLUSION	33
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	34
ANNEXES	a

